

## Rentrée scolaire: priorité donnée au primaire mais la réforme du lycée inquiète

Paris, 27 août 2019 (AFP) -

Pour sa troisième rentrée, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, va réaffirmer mardi la priorité donnée à l'école primaire et promouvoir sa réforme du bac, dont la mise en oeuvre au lycée cette année suscite des inquiétudes.

A quelques jours de la rentrée, le 2 septembre, des quelque 12,4 millions d'élèves et 870.000 enseignants, il devrait, lors de sa conférence de presse rituelle, défendre ses réformes, menées au pas de course depuis son arrivée rue de Grenelle.

L'école primaire reste la "priorité" du gouvernement, comme le stipule la circulaire envoyée fin mai aux recteurs, inspecteurs et directeurs d'établissement.

Mesure-phare du projet de loi "pour une école de la confiance" voté cet été, l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire, contre six aujourd'hui, traduit cette ambition et insiste sur l'importance de l'école maternelle. Concrètement, la mesure ne concernera que 2,5% d'enfants mais c'est un enjeu important pour des territoires d'Outre-Mer comme Mayotte ou la Guyane.

Par ailleurs, la réduction des effectifs dans les classes de CP et CE1 des quartiers défavorisés s'achève cette année, sauf en Seine-Saint-Denis ou dans certains quartiers de Marseille, où le dispositif se heurte à un manque de salles de classes.

Au printemps, le président Emmanuel Macron avait annoncé que la mesure serait étendue progressivement aux classes de grande section en éducation prioritaire et que les effectifs seraient limités à 24 élèves dans toutes les classes de grande section, CP et CE1 d'ici la fin du quinquennat.

"C'est une bonne nouvelle mais on va demander au ministre comment il compte faire, car la baisse de la démographie ne suffira pas et il ne va pas falloir gonfler les effectifs des autres classes", a prévenu lundi Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, le premier syndicat des enseignants du primaire.

Le syndicat s'inquiète que la loi Blanquer, dont un certain nombre de mesures - retirées depuis - ont largement irrité le monde enseignant au printemps, comporte "peu de changements qui vont aider à mieux faire réussir les élèves".

- "Rentrée pleine d'incertitudes" -

Mises en place l'an dernier en CP, CE1 et 6ème, les évaluations des élèves, très décriées par une partie des professeurs, sont maintenues mais revues pour tenir compte des critiques. Pour le Snuipp-FSU, elles restent inutiles et "de nombreux enseignants vont faire en sorte de bien noter tous leurs élèves pour les rendre caduques", prédit Mme Popineau.

Autre chantier du gouvernement auquel s'est attaqué M. Blanquer: la délicate réforme du bac, qui doit être effective en 2021. Cette réforme, qui réduira le nombre d'épreuves finales au profit du contrôle continu, s'accompagne d'une refonte de l'enseignement au lycée. Cette année, les séries (L, ES et S) sont supprimées en classe de Première et remplacées par des enseignements de spécialité. La réforme a cristallisé les oppositions de ceux qui craignent l'instauration d'un examen "local" et non plus national, jusqu'à rejaillir fin juin sur le bac, entaché par une grève des correcteurs.

Plusieurs organisations syndicales ont d'ores et déjà annoncé le dépôt de préavis de grève en septembre pour d'éventuelles nouvelles actions.

"Les raisons de la colère sont là, cette rentrée va être compliquée car elle est pleine d'incertitudes", affirme Claire Guéville, secrétaire nationale du Snes-FSU, premier syndicat dans le secondaire, opposé à la réforme.

Mardi, Jean-Michel Blanquer devrait aussi insister sur l'importance donnée au développement durable et aux efforts faits pour mieux accompagner les élèves handicapés.

Il devrait aussi dévoiler enfin le plan sur les violences à l'école, repoussé à maintes reprises. Ce plan avait été promis en octobre dernier après la vidéo montrant un élève en train de menacer sa professeur avec une arme



PAYS :France  
SURFACE :95 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 27 août 2019 - Edition Fil Gen

factice dans un lycée de Créteil (Val-de-Marne), des images qui avaient suscité un vif émoi.  
ito/asm/tib/ast

Afp le 27 août 19 à 04 00.